

Forum Pré-COP organisé par l'association ACP Energies

Gestion du cycle long du carbone

Conférence, débat, networking

Format Hybride

Le vendredi 20 octobre 2023

Organisé par :

ACP Energies, Eosys , Convergences

Edito



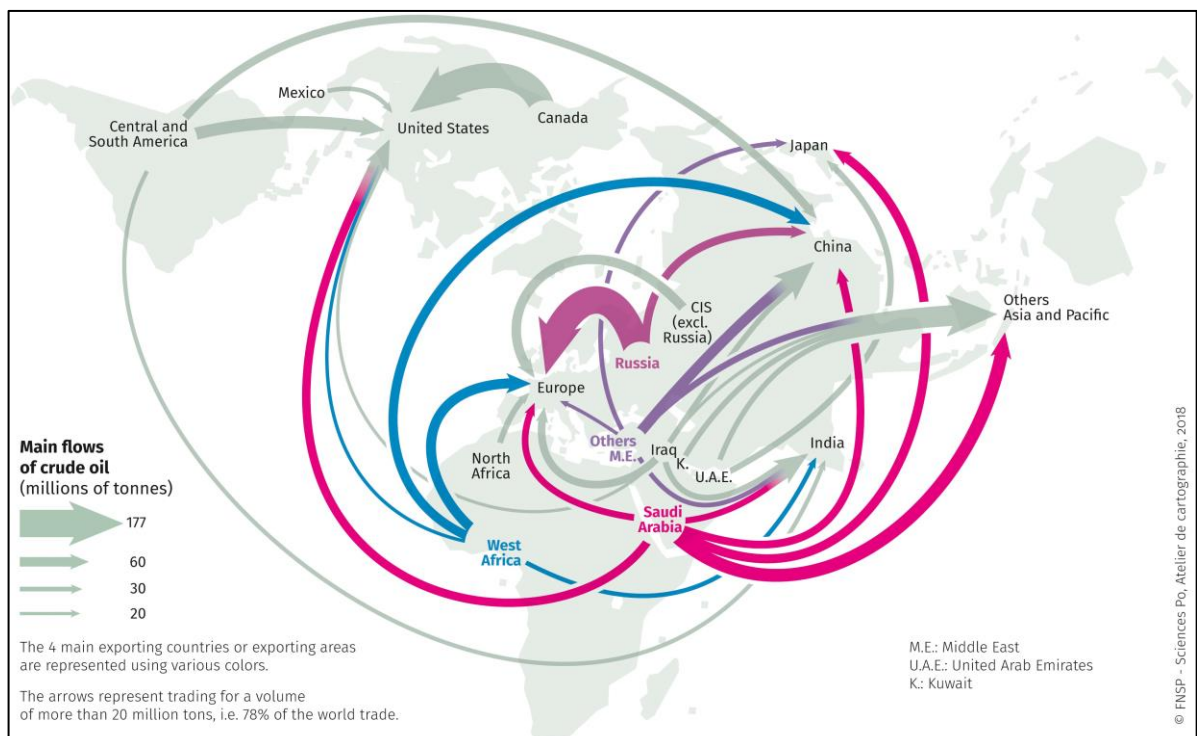
Patrick Portolano
Association ACP Energies

Lors de la préparation de la prochaine COP28 à Dubaï et de son déroulement en décembre 2023 les émissions de carbone dans l'atmosphère vont mobiliser une fois de plus l'attention des médias et du public - inquiets à juste titre de l'aggravation de la crise climatique.

L'origine principale de cette crise peut être décrite comme suit : le carbone fossile issu de la transformation de matière organique au cours de longs cycles géologiques – qui se déroulent sur des millions d'années - est brutalement libéré dans la biosphère. Il se retrouve alors piégé dans l'atmosphère d'où il ne se retire que lentement par de courts cycles biogéochimiques dont le « pas de temps » se compte en jours ou années.

Décarboner les énergies et condamner à une fin rapide les énergies fossiles sont des mesures à première vue évidentes que préconisent de nombreuses parties prenantes à la COP, et notamment les scientifiques du GIEC et organismes de recherches dont ils sont issus.

Et pourtant, est-ce vraiment là le meilleur moyen d'enrayer l'aggravation de la crise climatique ? Agira-t-on ainsi suffisamment rapidement sur les quantités nettes de carbone émises chaque année dans l'atmosphère pour éviter de dépasser les 2°C de réchauffement ?



Les lourdes chaînes industrielles de production-consommation d'énergies fossiles constituent le plus sérieux frein à la mise en œuvre de ces préconisations. Y sont impliqués non seulement les producteurs nationaux ou internationaux d'hydrocarbures, mais aussi les consommateurs et les administrations qui les taxent en y puisant d'importantes ressources fiscales. Comment donc faire en sorte que ces entités ayant consolidé leurs relations depuis des décennies dans une étroite symbiose financière et économique se mobilisent pour permettre la mise en œuvre immédiate de solutions rapides et efficaces pour décarboner l'atmosphère ?

Les interrelations étroites entre tous ces acteurs et la position dominante des acteurs amont leur ont permis jusque-là de se défausser sur le consommateur final de leur responsabilité dans la gestion complète du cycle long du carbone. N'est-ce pas aujourd'hui le principal facteur de blocage dans la gestion du cycle long du carbone ? Ne conviendrait-il pas de promouvoir des politiques amont de gestion du carbone fossile, impliquant directement états et compagnies de production pétrolière au même titre que les consommateurs finaux ?

Faut-il condamner des pays émergents en grande demande énergétique à s'écarter des sources d'énergies fossiles, voire bio carbonées, alors que d'autres pays, dont certains se proclament exemplaires dans la gestion de leurs émissions carbone, continueront à faire appel directement dans leur territoire ou indirectement via leurs importations aux carburants et combustibles d'origine fossile ?

Faut-il à tout prix privilégier les sources d'énergies décarbonées alors que les énergies carbonées constituent aujourd'hui 91% des sources d'énergie primaires, dont 81% sont d'origine fossile. N'est-il pas plus raisonnable de promouvoir la substitution de carburants fossiles par des carburants carbonés biosourcés, et ce d'autant plus que ces derniers sont générés par capture du carbone atmosphérique et qu'une gestion appropriée des territoires en y intégrant des chaînes locales de production-consommation de carburants carbonés absorbant du carbone atmosphérique sur le long terme pourraient être mises en place ?

L'hydrogène attire aujourd'hui à juste titre un formidable intérêt technique et économique. Il est perçu comme pierre angulaire de la transition énergétique car il permet non seulement d'alimenter directement tous types de moteurs, à combustion ou électriques, mais il offre aussi un substitut au carbone pour les industries lourdes ayant besoin d'un élément chimique réducteur (sidérurgie, métallurgie, chimie). La production d'hydrogène « vert », issu de l'électrolyse de l'eau à partir d'une électricité dite verte ou bas carbone, est aujourd'hui la solution privilégiée par de nombreux acteurs. Le bio-hydrogène, issu de la transformation microbienne ou chimique de matière organique à un coût énergétique significativement inférieur à celui de l'électrolyse de l'eau, ne mériterait-il pas lui aussi un même niveau d'attention de la part de nos décideurs financiers et politiques ?

Ce Forum organisé en collaboration avec l'association ACP Energies en préparation de la COP28, a pour ambition de proposer une plateforme d'échanges sur ces problématiques.